

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Paul Darves-Bornoz : Du nouveau du côté de l'UES ? (à propos de Cass. Soc. 16 novembre 2010).

Alain Pariente : La question prioritaire de constitutionnalité, un an après : retour sur une superproduction juridique.

DOCUMENT

Avantages catégoriels : le point de vue de la CGT.

JURISPRUDENCE

voir notamment :

Un juge actif dans la réparation intégrale du préjudice de carrière dû à une discrimination syndicale : la réévaluation de la pension de retraite.

Conseil de prud'hommes de Paris 14 décembre 2010 – Note Jérôme Borzakian (p. 321)

Travailleurs mis à disposition d'une entreprise utilisatrice : quand le secteur de la propreté fait tâche.

Conseil d'Etat 23 décembre 2010 ; Tribunal de grande instance de Paris 9 février 2010 – Note Pascal Rennes (p. 324)

L'absence de voie de recours à l'encontre d'une décision de la commission arbitrale des journalistes ne justifie pas le dépôt d'une QPC.

Cour d'appel de Paris 27 janvier 2011 – Avis de Françoise Rouchereau (p. 326)

La rupture conventionnelle sous l'œil du juge.

Conseil de prud'hommes de Rambouillet 18 novembre 2010 ; Conseil de prud'hommes de Bordeaux 21 janvier 2011 ; Conseil de prud'hommes de Valence 25 novembre 2010 – Note Eladia Delgado (p. 329)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit administratif du travail : Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy.



MAI 2011

Doctrine :

Du nouveau du côté de l'UES ? (à propos de Cass. Soc. 16 novembre 2010), par Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy	289
ANNEXE : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Mise en œuvre – Conditions – Appréciation – Cadre – Unité économique et sociale.	
1) COUR D'APPEL DE GRENOBLE 1^{er} juillet 2009	292
2) COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 novembre 2010	294
La question prioritaire de constitutionnalité, un an après : retour sur une superproduction juridique , par Alain Pariente , Maître de conférences en droit public, CERDARE, Université Montesquieu - Bordeaux IV	297

Document :

« Avantages catégoriels » : le point de vue de la CGT, par Jean-François Bolzinger , secrétaire général adjoint de l'UGICT-CGT, Ghislaine Hoareau , conseillère confédérale, et Philippe Masson , collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT	305
---	-----

Jurisprudence* :

CONSEIL DE PRUD'HOMMES - Assistance et représentation – Délégués permanents ou non permanents – Partie assistée ou représentée – Appartenance au même syndicat que le délégué (non) – Appartenance à la même branche d'activité que le délégué (non).	
COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 - Ch. 2) 28 octobre 2010	312
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2	312
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Impartialité – Récusation (L. 1457-1) – Possibilité de récuser un conseiller affilié à une même tendance syndicale qu'un syndicat demandeur à l'action (non) – Conformité à la Constitution – Caractère sérieux (non) – Rejet de la QPC.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LILLE (Commerce - Départage) 21 février 2011	314
Note Stéphane Ducrocq	316
CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Obstacle juridique à la rupture du contrat de travail – Grève – Nullité de la rupture – Réintégration.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 janvier 2011	317
Note Jean-Marc Saglier , Conseiller prud'homme	317
CONTRATS AIDES – Contrat de professionnalisation – Exécution – Absence de délivrance de formation pratique par l'employeur – Conséquence – Requalification.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE NANTERRE (Act. div.) 17 septembre 2010	318
Note Nathalie Bizot	320
DISCRIMINATION – Activités syndicales – Incidence sur le déroulement de carrière – Appréciation du préjudice – Insuffisance de la pension de retraite – Réévaluation ordonnée par le juge des référés.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Référé - Départage) 14 décembre 2010	321
Note Jérôme Borzakian , Avocat au Barreau de Paris	322

* La qualité des membres du Comité de rédaction figure en page 2 de couverture.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Convention et accord collectifs – Clause – Effectifs et électorat – Avenant de la convention collective des entreprises de nettoyage – Exclusion des salariés mis à disposition lors des élections dans l'entreprise utilisatrice – Illicéité (deux espèces) – Refus d'extension de l'avenant (première espèce) – Annulation de l'avenant (deuxième espèce).

Première espèce : CONSEIL D'ÉTAT (1^{re} et 6^e ssr) 23 décembre 2010

Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (1^{re} ch. sect. soc.) 9 février 2010 324

Note Pascal Rennes 325

JOURNALISTES – Rupture du contrat de travail – Commission arbitrale – Absence de double degré de juridiction – Nécessité d'une QPC (non).

COUR D'APPEL DE PARIS (P. 1 Ch. 1) 27 janvier 2011 326

Avis du Ministère public, Françoise Rouchereau, Avocat général à la Cour d'appel de Paris 327

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture conventionnelle – Licéité – Existence d'un différend entre les parties – Conséquence – Rupture amiable du contrat (non) – Requalification – Licenciement illicite (trois espèces) – Réorganisation de l'entreprise pour motif économique – Incompatibilité avec la rupture conventionnelle (deuxième espèce).

Première espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE RAMBOUILLET (Comm.) 18 novembre 2010 329

Deuxième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BORDEAUX (Industrie - Département) 21 janvier 2011 331

Troisième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE VALENCE (Industrie - Département) 25 novembre 2010 332

Note Eladia Delgado, Avocate au Barreau de Lyon 333

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL : Extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Travailleurs mis à disposition – Effectifs, électorat et éligibilité – Convention et accord collectifs – Extension (non) – Refus motivé par l'illégalité des stipulations.

CONSEIL D'ÉTAT, 23 décembre 2010 336

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Représentativité syndicale – Audience – Cadre d'appréciation.

CONSEIL D'ÉTAT, 11 octobre 2010 337

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement disciplinaire – Annulation de l'autorisation administrative – Reprise de la procédure de licenciement – Prescription – Connaissance des faits fautifs.

CONSEIL D'ÉTAT, 15 décembre 2010 340

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Procédure préalable – Portée utile de l'entretien préalable au licenciement.

CONSEIL D'ÉTAT, 7 juillet 2010 340

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Faits relevant de la vie privée.

CONSEIL D'ÉTAT, 15 décembre 2010 341

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>